

Sandra McCardell, Ambassadeur du Canada au Maroc

“Nous encourageons l’immigration vers des provinces autres que le Québec”



Maroc Hebdo: Le gouvernement du Canada vient de lancer une nouvelle procédure d’immigration intitulée “Entrée Express”. S’agit-il d’un nouveau programme encore plus sélectif?

Sandra McCardell: Ce n’est pas un nouveau programme, mais plutôt une nouvelle façon qui permet un traitement rapide de certaines demandes d’immigration économique. Par le passé, les demandes étaient traitées selon le principe de la “première entrée, première sortie”, ce qui faisait perdre à certains candidats ayant une promesse d’emploi toute chance d’être embauchés, car leurs dossiers traînaient des années durant avant d’aboutir.

Entrée Express est venu pour mettre fin à cette situation. Pour ceux qui sont invités à présenter une demande de résidence permanente, elle permet d’écourter la durée de traitement de leurs dossiers à six mois. Ce programme, qui a démarré en janvier 2015, concerne le reste du Canada, pas le Québec.

Pourquoi le Québec est écarté?

Sandra McCardell: Le Québec gère son immigration de façon autonome en ciblant les pays francophones.

En 2014, nous avons recensé 2.500 immigrants marocains qui ont mis le pied sur le sol canadien. La plupart d’entre eux ont favorisé le Québec, étant donné que c’est la seule province majoritairement francophone. Aussi, nous voulons renforcer la communauté francophone des autres provinces bilingues ou anglophones, à leur demande, par des immigrants francophones. C’est l’occasion de promouvoir ces provinces, hors-Québec, où 85% des immigrants marocains sont établis.

Existe-t-il des possibilités réelles d’intégration dans les autres provinces canadiennes pour les immigrants marocains?

Sandra McCardell: Entrée Express met

les qualifications des candidats au sein d’un bassin visible pour les employeurs canadiens. Cette méthode permet aux employeurs d’autres provinces de scruter les profils qui répondent à leurs besoins. Il est vrai que l’on a tendance à croire que l’intégration serait aisée à côté d’un cousin ou d’un parent proche. Mais les opportunités de travail et les expériences professionnelles sont des facteurs qui facilitent grandement cette intégration.

En général, les immigrants ont tendance à aller dans les grandes villes comme Montréal, Toronto ou Vancouver, là où les taux de croissance économique sont importants et les communautés bien établies.

Pouvez-vous citer quelques cas de réussite de la communauté marocaine sur le plan politique, social, économique, culturel...?

Parmi ceux que j’ai côtoyés personnellement, je citerais Mme Houda-Pepin, qui était, jusqu’à un passé récent, vice-présidente de l’Assemblée nationale du Québec. Cette femme, d’origine marocaine, est devenue une sommité de la vie politique. Je pense aussi, sur le plan économique, à des hommes et des femmes d’affaires installés à Montréal que je rencontre chaque fois qu’ils reviennent pour faire du business avec le Maroc. Certains ont monté une entreprise dans l’agroalimentaire, une véritable succès-story à Montréal. Il y a aussi une compagnie spécialisée dans les produits alimentaires, connue pour sa marque de thé haut de gamme, qui a ouvert un bureau à Montréal pour investir le marché nord-américain.

A Montréal toujours, les trois grandes banques marocaines sont déjà ins-

tallées. Elles visent en premier lieu la diaspora marocaine. Leurs successales sont une porte d’accès à la communauté marocaine établie aux États-Unis.

Dans un tout autre registre, je peux citer le succès international que connaît l’humoriste Rachid Badouri, qui a débuté sa carrière au Québec et qui a récemment présenté son spectacle au Maroc.

Sur quoi butent les négociations autour d’un futur accord de libre-échange entre les deux pays?

Sandra McCardell: Les négociations ont été lancées en janvier 2011. Le dernier round date de juin 2012. Depuis, un cycle de réflexions et d’évaluations est en cours pour mieux appréhender les phases décisives de négociations. Entre-temps, le gouvernement marocain a exigé une étude d’impact comme préalable à tout futur accord de libre-échange. D’ailleurs, le ministère marocain du Commerce extérieur a commandé, cette année, la réalisation d’une telle étude dont les résultats serviront à relancer les négociations. Pour le moment le Maroc attend les résultats pour nommer un négociateur en chef.

Le Maroc est une bonne base d’actions vers l’Afrique. Il est proche du continent africain et de l’Europe. Il a des voies maritimes développées. En sus de cela, la RAM propose des liaisons pour les hommes d’affaires avec l’ouest et le sud de l’Afrique. Plusieurs compagnies canadiennes industrielles, aéronautiques... sont prêtes à franchir le pas si elles avaient plus de visibilité.

L’accord de libre-échange, en dehors des avantages négociés, est un bon outil de marketing qui va nous permettre de faire un road show sur les

opportunités au Maroc. L’an dernier, les exportations marocaines vers le Canada ont progressé de 60%, grâce, notamment, à une hausse des importations de pièces d’aéronefs fabriquées par Bombardier au Maroc et des phosphates.

Au Québec, la communauté marocaine est victime de discrimination, d’actes de racisme. Elle fait les frais d’une guerre contre le hijab. Comment expliquez-vous ce phénomène dans un modèle social multiculturel?

Sandra McCardell: Ce sont des actes isolés qui ne représentent pas le point de vue des Canadiens. Nous avons l’avantage d’avoir toujours promu notre côté multiculturel. La société canadienne est une société ouverte et inclusive. A titre d’exemple, M. Aziz Rabbah, le ministre de l’Équipement, du Transport et de la Logistique, que j’ai rencontré récemment, m’a déclaré que quand il était étudiant au Canada, il a pu vivre sa religion en toute liberté. Par ailleurs, au sein du gouvernement fédéral, nous avons un programme qui encourage l’embauche des minorités visibles, des handicapés et des femmes.

Enfin, dans le monde entier, il y a eu des actes d’extrémisme qui ont provoqué des mésententes avec ceux qui sont moins familiers avec l’Islam et le monde musulman. Nous sommes conscients des défis à relever pour atténuer, voire éviter, les amalgames et, à mon sens, il faut continuer dans la voie de la communication, du respect et de la connaissance mutuelle par le biais de l’éducation, des valeurs et du multiculturalisme qui symbolise notre société ■

«Mme Houda-Pepin était, jusqu’à un passé récent, vice-présidente de l’Assemblée nationale du Québec. Cette femme, d’origine marocaine, est devenue une sommité de la vie politique.»

INTERVIEW. En dehors du Québec, le Canada a mis récemment en place un nouveau programme qui vise à rendre la démarche d’immigration plus rapide dans ses neuf autres provinces.

PROPOS RECUEILLIS PAR MAROUANE KABBAJ